Contrer le dangereux épuisement de notre démocratie

Cécile Prieur (Directrice de la rédaction)

Il n'a pas eu besoin de se déclarer candidat pour l'être déjà. Quand, le 9 novembre, le chef de l'Etat a pris la parole devant les Français, prenant appui sur une nouvelle intervention concernant le Covid-19, ce n'est pas seulement le Macron « gestionnaire » de la pandémie qui s'est présenté mais bien également le pré-candidat à sa réélection, déjà tout entier projeté dans le combat présidentiel. Emmanuel Macron est donc en campagne, profitant du lien direct qu'il a établi avec les Français lors de la crise pour se placer au-dessus de la mêlée et enjamber – au moins symboliquement – le processus électoral : il a tiré un élogieux pré-bilan de son action (retour de la croissance, chômage en baisse, plan de relance), démontré qu'il est toujours aux commandes (en relançant les centrales nucléaires) et s'est projeté allègrement dans un second quinquennat, annonçant l'adoption de la réforme des retraites dès l'après-scrutin.

C'est ainsi qu'Emmanuel Macron gouverne depuis que notre pays a été frappé par la pandémie : par des prises de parole régulières, d'autant plus suivies qu'elles sont dramatisées par l'enjeu sanitaire et d'autant plus appréciées par le président qu'elles sont dénuées de toute contradiction. Le Covid a ceci de macronien qu'il a permis au chef de l'Etat d'ancrer sa relation exclusive avec nos concitoyens, renforçant l'idée toute française que le pouvoir procède quasi exclusivement du sommet, dans un rapport direct à la nation. La centralisation et la verticalité de la prise de décision n'en ont été qu'accentuées : comme au plus fort de la crise où tout se jouait dans le secret des conseils scientifiques et, in fine, dans le for intérieur du président. Et comme le président le fait quotidiennement en privilégiant un cercle extrêmement étroit autour de lui, dont le personnage central et incontournable est son fidèle bras droit, Alexis Kohler, le secrétaire général de l'Elysée.

Cette relation exclusive, presque gémellaire, nous l'explorons dans une grande enquête qui révèle les coulisses de l'exercice de l'Etat selon Macron. Elle éclaire la façon dont le président et son éminence grise aiment à décider seuls, en prise directe, sans craindre de cantonner le gouvernement à un rôle d'exécutant et le Parlement à une chambre d'enregistrement. C'est de cette manière que le plus jeune président de la Ve République, loin de moderniser la pratique institutionnelle, n'a eu de cesse d'en accentuer les travers, confortant la dérive monarchique d'un régime de plus en plus à bout de souffle.

Lui qui avait pourtant promis de réformer les institutions n'en a que prolongé la crise, accentuée par la dernière réforme majeure de la Constitution, en 2000 et 2001. Vingt ans après, nous continuons à subir ses effets pervers avec l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral entre présidentielle et législatives : une réforme qui a abouti à la survalorisation de la fonction présidentielle et, partant, à l'affaiblissement des autres pouvoirs.

Tous les cinq ans nous sommes ainsi sommés d'élire celui ou celle dont dépendra toute la voûte institutionnelle, dans une quête toujours plus vaine de l'homme ou la femme providentiel(le). Cette personnalisation à outrance de la vie politique n'a pu que conforter le populisme, d'autant qu'elle s'accompagne de la quasi-disparition des partis et d'une absence de renouvellement du personnel politique. Il ne faut pas s'étonner qu'à ce jeu, ce soit les candidats « disrupteurs », hors système (Macron hier, Zemmour aujourd'hui), qui, se parant des atours de la nouveauté, arrivent à tirer leur épingle du jeu. Il est temps que nous réalisions que le déséquilibre de nos institutions est une des sources profondes de la crise du collectif et du désenchantement de la politique. Ce débat ne doit pas être technique, il est d'intérêt général : il nous faut d'urgence moderniser profondément notre vie publique pour contrer le dangereux épuisement de notre démocratie.